

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **132 (1987)**

Heft 1

PDF erstellt am: **29.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344746>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Pas besoin, pour une fois, de se demander quelle mouche a piqué le colonel Kadhafi. Car il y a une logique inhabituelle dans le réveil de la guerre du Tchad. Ses offensives de février 1986, assez mollement soutenues par les Libyens, ayant tourné court, Goukouni Oueddei, rival de plus en plus solitaire du président Hissène Habré, avait amorcé une prudente conciliation avec N'Djamena. Kadhafi avait alors sorti de son chapeau un nouveau champion tchadien de sa cause, Acheik Ibn Oumar, membre du «gouvernement transitoire» de Goukouni, mais aussi, dit-on, chef nominal de la Légion islamique du régime de Tripoli. L'été dernier, les partisans d'Oumar, propulsé à la tête d'un «Conseil démocratique révolutionnaire», commencèrent d'accrocher dans le nord du Tchad les fidèles de Goukouni, lequel tourna définitivement casaque avant d'être mis à l'ombre par son ancien protecteur. On était en octobre. Se rappelant sans doute que l'occasion n'a qu'un cheveu, Hissène Habré déclara son intention de reconquérir le nord de son pays, et sollicita de la France une intervention militaire que le président Mitterrand lui refusa tout en lui laissant le champ libre et en promettant à l'armée tchadienne un soutien logistique. La Libye, entre-temps, renforçait ses effectifs au nord du 16^e parallèle, et, en novembre, lançait ses troupes

contre les bastions tenus par les partisans de Goukouni Oueddei dans le Tibesti. Ce qui incita la France à parachuter des armes, des munitions et du carburant aux Goukounistes attaqués du nord et du sud, et le président Reagan à envoyer à N'Djamena pour quelques millions d'armes légères.

A la fin de décembre, les combats étaient rudes et incertains dans tout le Tibesti. Deux questions se posent dès lors, qui auront peut-être reçu une réponse lorsque paraîtront ces lignes: premièrement – en gardant à l'esprit le fait que les forces tchadiennes rivales sont de faible effectif – l'armée de Hissène Habré est-elle capable de rejoindre les combattants du Tibesti, et va-t-elle tenter de le faire? Deuxièmement, étant reconnu que les Libyens disposent au nord du 16^e parallèle d'effectifs supérieurs, et, en Libye même, d'amples réserves bien armées par l'URSS, Kadhafi va-t-il lancer le gros de ses forces vers le sud? Dans cette dernière hypothèse, les Français, qui ont promis de revenir si les Libyens revenaient, seraient mal venus de laisser les Tchadiens sans autre appui que celui de leurs conteneurs. Or il se trouve que le gouvernement de Paris a un certain nombre d'ennuis intérieurs qui ne l'incitent pas à assumer de nouvelles responsabilités à l'extérieur... Quoi qu'il en soit des intentions respectives

des intéressés, on voit mal comment le président Hissène Habré pourrait accomplir son grand dessein, la réunification du Tchad sous son autorité, si personne ne l'aide activement à contenir les Libyens dans leur fief de la bande d'Aouzou.

Hissène Habré doit faire au moins un envieux: le président libanais Gemayel, qui aimerait sans doute affronter lui aussi, avec ses propres moyens, une situation quelque peu décantée. Ce qui n'est pas le cas, la bouteille à l'encre de son pays gagnant sans cesse en opacité. Deux protagonistes ont une attitude relativement cohérente, qui correspond à un intérêt national ou, si l'on préfère, à un intérêt d'Etat. Israël d'abord, qui couvre attentivement sa frontière nord, grâce notamment à l'armée du Liban Sud, son alliée et son obligée, et qui rend coup pour coup aux bases d'un adversaire palestinien qui s'est réarmé et actionne de l'extérieur le terrorisme contre l'Etat juif. Damas ensuite, qui laisse les clans libanais s'entre-déchirer à son avantage et tire un profit politique des otages qu'ils détiennent, mais qui veille en revanche à ne pas laisser se développer, dans le Liban Nord, une force sunnite qui risquerait d'épauler, à l'intérieur de la Syrie, ses coreligionnaires en révolte latente contre la minorité alaouite au pouvoir.

A côté de ces deux composantes majeures, et d'un gouvernement libanais qui s'épuise à recréer une parcelle de souveraineté nationale, les milices chiites, qu'elles se réclament de Kho-

meiny ou d'El Assad, s'emploient à empêcher les gens de l'OLP de reprendre leur ancienne influence, alors que les phalanges chrétiennes, en désespoir de cause, assistent cette même OLP momentanément moins dangereuse pour eux que la milice Amal... Un fait ressort de ce somptueux gâchis: miliciens et Palestiniens n'ont aucune peine à se procurer les armements les plus lourds, ce qui n'est possible que parce que l'occupant syrien laisse faire, à tout le moins.

*
* *

A la fin de l'été dernier, Téhéran avait annoncé, une fois de plus, une mobilisation massive et des attaques décisives. Mieux que les raids réciproques intensifiés sur les installations pétrolières, une offensive de l'aviation irakienne sur la région de Kermanshah donnait à penser que quelque chose se préparait sur le front central. En fait, c'est dans le secteur méridional, avec Bassorah pour objectif apparent, que les Iraniens ont attaqué à la veille de Noël. L'opération «Kerbala 4» comportait d'une part le franchissement du Chatt el-Arab à l'est de la ville, et d'autre part une poussée à partir de la presqu'île de Fao à laquelle les troupes khomeinistes se cramponnent depuis dix mois. Comme d'habitude, les deux camps ont annoncé des pertes effroyables chez l'ennemi, mais il faudra sans doute quelque temps avant que les résultats réels de l'entreprise apparaissent. Les Iraniens déclarent que l'on

n'en est qu'au prélude d'une offensive majeure, mais la menace s'est si souvent répétée au cours de cette guerre qu'il reste à voir si elle sera cette fois suivie d'effet.

C'est le moment de faire allusion à l'affaire des livraisons d'armes américaines à l'Iran, non pour gadouiller dans le marais politique des demi-vérités et des mensonges, des coups bas et des intoxications où s'enlise une administration qui apparaît périlleusement divisée contre elle-même, mais pour avancer quelques remarques en rapport avec les thèmes habituels de cette chronique. Et d'abord celle-ci: depuis que la guerre irano-irakienne a pris, si l'on peut dire, sa vitesse de croisière, les belligérants ont toujours réussi, facilement pour les Irakiens, plus péniblement pour les Iraniens, à se procurer, directement ou par des voies détournées, les armes dont ils avaient besoin. Il ne se passe donc, à cet égard, rien de bien nouveau. Deuxièmement, lorsque Washington se donne pour motif ou pour prétexte l'intention de renforcer à Téhéran, et contre Khomeiny, un clan supposé modéré, on se demande ce qui peut accréditer l'idée que ce clan serait moins ardent à propager la révolution islamique et à chercher la victoire sur Bagdad. Troisièmement, depuis le début du conflit, les grandes puissances ont eu, leur comportement le prouve, plus de raisons de craindre que de souhaiter l'écrasement de l'un des antagonistes par l'autre. Leur intérêt momentané les incite à maintenir, entre les forces

en présence, un équilibre évitant cet écrasement. Enfin, il pourrait y avoir, dans la démarche du président Reagan, une pensée stratégique raisonnable: l'URSS est fortement implantée en Afghanistan, d'où ses troupes ne se gênent pas pour faire, à l'occasion, de courtes incursions en territoire iranien; et, au nord de ce territoire, il y a assez de forces soviétiques pour exercer une pression constante. Les livraisons d'armes américaines à l'Iran doivent-elles être comprises comme un signal de prudence à l'adresse de Moscou?

*
* *

Quittons là le champ des hypothèses pour revenir à une dure réalité, celle dans laquelle se débattent les Afghans. La guerre, dans sa forme comme dans ses objectifs, conserve son impitoyable monotonie. On aura cependant noté, en automne, une violente tentative des Soviétiques pour desserrer l'étau que la Résistance maintient autour de Kaboul, les interventions accrues des formations spéciales – *Spetsnaz* et troupes «frontières» du KGB – et enfin le lent mais efficace renforcement de l'armement antichar et antiaérien des patriotes afghans, armement dont l'essentiel est toujours fait des «acquisitions» de matériel soviétique.

L'événement spectaculaire de la période aura été le départ en octobre, à grand renfort de publicité médiatique, des six régiments dont M. Gorbatchev avait annoncé le retrait en

juillet. Une opération qui prend tout son sens si l'on note, avec le président pakistanais Zia Ul-Haq qui l'affirmait le 15 octobre, que cette évacuation avait été précédée de l'arrivée en Afghanistan de 15 000 nouveaux combattants soviétiques.

Cela étant, les promesses répétées d'un retrait total (quand? demain, on rase gratis...) ont peu de poids. Le Kremlin ne saurait s'effacer que devant un pouvoir communiste afghan tout dévoué à ses intérêts et capable de les protéger, ce qui n'est pas le cas. De plus, on n'imagine pas l'URSS se privant spontanément de l'avantage qu'elle s'est donné en constituant à grands frais une énorme infrastructure – bases aériennes surtout – qui lui ouvre toutes les possibilités opératives en direction du Pakistan, de l'Iran et du golfe Persique. D'autant que c'est à partir de ces bases que les Soviétiques assurent d'ores et déjà la couverture de leurs navires dans l'océan Indien.

*
* *

Des navires qui, comme on sait, dépendent organiquement de la flotte soviétique d'Extrême-Orient, et dont la voie de communication la plus courte et la plus fréquentée passe, entre la Malaisie et Sumatra, par le détroit de Malacca. Ce qui donne une importance stratégique supplémentaire aux grandes bases aéro-navales que les Russes ont héritées des Américains au Vietnam et au Cambodge, et, incidemment, aux signes de faiblesse que donne le régime de Hanoï, respon-

sable d'un environnement dans lequel lesdites bases doivent trouver leur sécurité.

Le communisme a naturellement plongé le Vietnam dans la faillite économique. Les vieux bonzes ont donc été sacrifiés sur l'autel du système, mais la conséquence la plus évidente de la crise se situera dans une dépendance accrue de Hanoï à l'égard de l'URSS. Celle-ci pourrait avoir intérêt à freiner momentanément le zèle des aventuristes indochinois, au Cambodge ou sur les confins chinois, le temps de laisser les nouveaux dirigeants vietnamiens se mettre en selle et amorcer, s'ils le peuvent, un redressement. Mais, la stratégie imposant toujours sa loi, on ne voit pas M. Gorbatchev lâcher la proie pour l'ombre, laisser le Cambodge se libérer de la domination des Vietnamiens, et ceux-ci relâcher un effort militaire dont l'URSS est la principale bénéficiaire.

*
* *

Passons, quitte à y revenir dans quelques mois, sur les turbulences chroniques des Philippines, des Corées, du Pacifique Sud, de l'Amérique centrale, de la Chine révisionniste ou de l'Afrique australe où la mort énigmatique du président mozambicain Samora Machel n'a pas, ou pas encore, modifié les données de la relation entre Pretoria et ses voisins. Et venons-en à ce que l'on appelle «l'après-Reykjavik».

Certains avaient beaucoup et sans doute trop attendu de la rencontre «intermédiaire» d'octobre entre le président Reagan et le secrétaire Gorbatchev. C'était oublier que les problèmes complexes et mouvants du désarmement ne peuvent se régler en trois coups de cuillère à pot. Reykjavik ne pouvait être et n'a été qu'un contact personnel de plus, utile en cela même. Mais les problèmes demeurent. Quels sont les principaux, qui pourraient être d'ailleurs obnubilés demain par d'autres?

La réduction parallèle du volume des armements nucléaires stratégiques, qui serait d'intérêt commun, mais suppose une confiance qui n'existe pas encore. Preuve en soit le développement de ces armements dans les deux camps, marqué par exemple du côté américain par la mise en service d'un 131^e bombardier stratégique dépassant le quota fixé par un traité SALT II jamais ratifié, ou la demande au Congrès de 50 fusées MX intercontinentales sur voie ferrée et de *Midgetman* à une tête atomique. De même que par le développement, côté soviétique, de nouveaux engins intercontinentaux mobiles. Il y a ensuite la question des engins de portée intermédiaire: SS-20 contre *Pershing-2* et missiles de croisière.

Les membres européens de l'OTAN se sont soudain affolés, se demandant si «l'option zéro» n'allait pas les laisser démunis devant la supériorité classique des forces du Pacte de Varsovie. Ils oublièrent que, si l'URSS

entraîna en matière sur le sujet, c'était précisément parce que, en acceptant résolument d'accueillir les armes américaines de portée intermédiaire, ils avaient obligé le Kremlin à envisager un repli sur ce terrain. Autre question, celle des engins nucléaires de portée réduite – moins de 1000 km – domaine dans lequel les Soviétiques avancent à grands pas. Les Européens ont tous les moyens voulus pour entrer en compétition, mais il ne semble pas, à ce jour, qu'ils aient suivi les avis judicieux de leur collègue allemand.

Enfin, il y a le problème de l'Initiative de Défense Stratégique. Le sommet de Reykjavik a vraisemblablement buté sur la prétention de l'URSS à faire céder M. Reagan sur ce chapitre. Or il apparaît qu'aucun des Super-grands ne renonce à poursuivre des essais apparemment fructueux. Les Américains conduisent des expériences qui attestent la possibilité de détecter et de diriger des véhicules spatiaux, et de détruire les engins ennemis; les Soviétiques, en avance dans le domaine de l'interception des missiles balistiques et de la défense dans l'atmosphère, n'entendent pas perdre cet avantage, d'où leur tir à boulets rouges contre l'IDS.

Nul ne saurait dire ce qu'il adviendra de cette gigantesque compétition. Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que si les Américains venaient à lâcher pied, sous Reagan ou sous son successeur, l'Union soviétique prendrait un avantage stratégique sans doute irréversible.

J.-J. C.